

Aucun chercheur sérieux n'a prétendu qu'il y a fusion entre le politique et le sacré dans l'histoire sociale de l'Islam, pour la simple raison que sociologiquement le politique et le religieux étaient portés par des forces sociales différentes.

Dans l'Islam sunnite, dont la Tunisie a réintégré le giron après la brève ère fatimide et dans un degré moindre almohade, les élites politiques et religieuses sont nettement distinctes, et très tôt s'est imposé dans cet Islam majoritaire le principe du réel comme fondement de la légitimité du politique. La fusion, toujours incomplète, entre ces deux sphères, n'a été tentée que dans les mouvements minoritaires comme le Kharijisme et le Chiisme et la dynastie almohade au Maghreb. Mais même dans ces mouvements les élites religieuses et politiques n'étaient pas les mêmes bien que le chef suprême, souvent désigné sous le nom d'Imam, prétendait personnifier les deux pouvoirs, celui de l'épée et de la plume, en même temps. Ainsi, depuis les Omeyyades, c'est-à-dire dès le premier siècle de l'Hégire, le politique a toujours dominé le religieux et lui a assigné un rôle de légitimation.

Cela étant dit et jusqu'au choc colonial la production intellectuelle dans le Monde musulman, à de très rares exceptions près, s'est toujours exprimée comme une interprétation et parfois comme l'unique interprétation des textes sacrés de l'Islam.

Cette clarification étant faite, il est plus intéressant, dans la compréhension de notre propre Histoire, d'analyser le discours des élites religieuses et politiques, parfois alliées et parfois concurrentes en fonction des moments de rupture ou de grande mutations sociales et politiques comme l'avènement d'un Etat territorialisé, le choc colonial ou l'Indépendance. En d'autres termes, comment la fragmentation politique de la Umma islamique s'est-elle répercutée sur la production intellectuelle des élites religieuses ? Comment la perte de l'hégémonie politique, militaire et scientifique, représentée par le choc colonial, a-t-elle transformé la vision du monde des élites politiques et religieuses du Monde de l'Islam ?

Qu'est-ce qui a fait que les élites institutionnelles de l'Islam sunnite ont fini par accepter en leur sein les élites de l'Islam populaire tel que le maraboutisme les a exprimées dès le 13ème siècle ? Il est curieux qu'un Sidi Belhassen Ech Chadheli, dont le sanctuaire est vénéré jusqu'à nos jours, fut expulsé de la Tunisie du 13ème siècle sur instigation des Uléma de la prestigieuse Zitouna et que le maraboutisme fut combattu par l'Institution religieuse durant un siècle et demi pour revenir en odeur de sainteté à la fin du 14ème siècle et pour devenir l'un des éléments structurants de l'Islam maghrébin ?

Le refus des Uléma de la Zitouna d'entériner le Pacte Fondamental ne signifie-t-il pas la fin du règne sans partage des élites traditionnelles sur le champ religieux ? Les mouvements réformistes, issus pour la plupart de ces élites dans la deuxième moitié du 19ème siècle ne sont-ils pas la dernière tentative pour refaire le temps perdu ? Auquel cas l'échec du réformisme devient beaucoup plus celui des élites qui l'ont porté qu'un échec purement intellectuel. L'émergence de l'idéologie islamiste ne serait-elle pas en même temps le coup de grâce au réformisme musulman et sa transmutation en idéologie de combat permise par la modernité et portée par de nouvelles forces sociales issues de l'accès de plus en plus massif des nouvelles élites semi-rurales et citadines déclassées à l'Ecole moderne qui a supplanté, un peu partout dans le Monde musulman, l'enseignement traditionnel ?

Toutes ces questions, et bien d'autres, méritent un débat dépassionné.

Le mérite de cette initiative d'envergure entreprise par l'Association Club M'hamed Ali de la culture ouvrière est d'engager un véritable travail de fond par des intellectuels indépendants sur l'histoire et l'avenir de notre pays.

Seulement il y a parfois une petite déformation "tunisienne" qui consiste à tout vouloir reprendre dès le début. La pensée n'est féconde que si elle prend en ligne de compte des acquis, fruits, de la recherche académique et intellectuelle, afin d'éviter le mythe de Sisyphe, qui tout en pensant avancer ne fait que du sur place.

Cette époque, selon M. Hénia, a été celle des prémisses d'une sécularisation au sens où l'Ijtihad prenait acte, de plus en plus, de l'évolution de la société et tentait de lui apporter des réponses nouvelles. Fatima Ben Slimane s'est intéressée, quant à elle, à une période charnière et cruciale de la Tunisie : de 1830 à 1881. C'est-à-dire les cinquante années qui ont précédé le protectorat français en Tunisie et qui ont connu des tentatives de réformes audacieuses dont la plus importante est le Pacte fondamental (Ahd El Amen) de 1857 qui deviendra la première Constitution de la Tunisie moderne.

Fatima Ben Slimane a épluché les archives pour retrouver les débats de l'époque entre les hommes de religion, les Uléma, et les hommes du pouvoir, censés, ensemble, d'avoir entériné le texte du Pacte fondamental.

Les Uléma n'ont pas pu suivre l'audace des politiques. Ils ne pouvaient accepter l'émergence d'une justice civile, ni que les minorités religieuses, qu'elles soient autochtones (les Juifs tunisiens) ou étrangères (les Chrétiens européens) puissent avoir les mêmes droits que les Musulmans. Pour ces hommes de religion, malékites et hanéfites, le droit charaïque ne permettait pas de légitimer ces innovations. Ils se déclaraient par conséquent inaptes à accompagner ces réformes, et ces réformes se feront sans eux.

Pour Raouf Hamza, qui s'est intéressé à la période coloniale (1880-1956), l'une des conséquences de la colonisation a été la revitalisation de l'Islam et l'instrumentalisation, par les élites nationalistes, de la religion et de ses symboles. C'est à ce moment-là qu'est né le populisme, cette idéologie qui prétend parler au nom des masses populaires en produisant une idéologie de combat qui donne à l'action nationaliste des relents religieux sacrés. Ainsi la nation est la Oumma, Bourguiba est son prophète, la colonisation est un châtement qui nécessite la Rédemption et l'Indépendance est le Paradis. En effet, l'Indépendance est perçue comme une espérance messianique et la récompense finale.

Hichem Abdessamed a analysé la relation du politique et du religieux dans la Tunisie post-coloniale et essentiellement dans la pensée et l'action de Bourguiba (1956-1987). L'historien est revenu au fameux discours d'Ankara dans lequel Bourguiba critique d'une manière assez véhémentes la politique d'Atatürk.

Bourguiba n'est pas un laïque. Il ne croit pas à la séparation entre le politique et le religieux, même s'il a tout fait pour disqualifier, une fois arrivé au pouvoir, les élites religieuses.

Le travail de ce groupe de recherche, qu'on a ébauché à grands traits, a été présenté lors d'une journée de travail, le 15 juillet courant. Il a donné lieu à un débat riche et fécond entre différents spécialistes et acteurs de la société civile.

Nous avancerons ici quelques réflexions pour enrichir ce débat fondamental sur notre passé, notre présent et notre avenir...

Clarifier plutôt que déconstruire

Parler de l'Islam et de la politique, ou du politique, suscite toujours des passions, même dans les sphères intellectuelles. L'Islam et le politique réfèrent à des réalités historiques, politiques et spirituelles complexes. Avant de tenter de construire ou de déconstruire une thèse globale (fusion ou imbrication entre le religieux et le politique) il faudrait surtout procéder à des clarifications. De quoi parle-t-on ? De la pensée théologique ou de l'expérience historique ? De l'histoire des idées ou de l'histoire sociale ?

Chroniques Le politique et le religieux en Tunisie : Les malentendus de l'Histoire Par Zyed Krichen, **Réalités**, Semaine du 19 au 24, Tunis le 26/07/2010 **Le politique et le religieux en Tunisie**



Réalités, http://41.226.15.227/realites/home/lire_article.asp?id=1142022&t=166

Plusieurs dizaines d'intellectuels tunisiens se sont rassemblés autour de l'association Club M'hamed Ali de la Culture ouvrière, présidée par Habib Guiza, pour entamer une étude de grande envergure qui porte sur la Tunisie à l'horizon 2040. Cette prospective ambitionne de repenser le projet moderniste tunisien.

Cette phase prospective est précédée d'un bilan pluridisciplinaire critique qui met en perspective les mutations et les profonds mouvements de fond de la société tunisienne. L'équipe de recherche de base est composée d'éminents intellectuels : Abdelkader Zghal, Abdelmajid Charfi, Tahar Ben Guiza, Mustapha Haddad, Ahmed Ounaïes, Amor Belhédi et Mahmoud Ben Romdhane comme coordinateur scientifique.

L'un des axes de la recherche dans cette phase de perspective est l'évolution du religieux et du politique en Tunisie depuis le XIX^{ème} siècle. Cette équipe est animée par le sociologue Abdelkader Zghal et est constituée de quatre historiens : Abdelhamid Henia, Fatima Ben Slimane, Raouf Hamza et Hichem Abdessamed (voir l'entretien qu'il a accordé à *Réalités* en page 14).

De "l'exception islamique" à l'imbrication du religieux et du politique)

La thèse de départ de ce groupe, développée par Abdelkader Zghal, est la déconstruction de la thèse de "L'exception islamique" qui veut que dans cette religion il y a une confusion entre le politique et le sacré, alors que le Christianisme par exemple, serait le précurseur et l'annonciateur de la modernité, vu qu'il avait déjà séparé les deux sphères par la célèbre phrase imputée à Jésus-Christ: «Donnez à César ce qui est à César et donnez à Dieu ce qui est à Dieu».

Pour Abdelkader Zghal, la déconstruction de l'exception islamique, thèse développée par Bertrand Badié et reprise en Tunisie, toujours selon M. Zghal, par le politologue Hamadi Redissi -auteur de "L'exception islamique" (Seuil 2004, Ceres 2008)- nécessite de repenser la notion même de modernité.

La thèse de l'équipe de travail est qu'il n'y a pas fusion entre le politique et le religieux, mais plutôt imbrication, et certains diront domestication, de la religion par le politique.

Pour étayer la thèse de l'imbrication, ou de la domestication, les quatre historiens de l'équipe ont scruté l'histoire de la Tunisie de 1574 (date de la chute de la dynastie hafside et de la victoire des Ottomans sur les Espagnols venus au secours de dernier monarque hafside) jusqu'en 1987, date de la déposition de Bourguiba.

Abdelhamid Hénia, qui s'est intéressé à la période la plus longue de ce découpage historique (de 1574 à 1830, date de la conquête de l'Algérie par la France) a montré que la prise du pouvoir par les Ottomans -en fait par les citadins de Tunis qui ont instrumentalisé les milices Ottomanes- s'est accompagnée d'une prospérité notable lors des 17^{ème} et 18^{ème} siècles par une nouvelle renaissance de l'Ijtihad musulman connu sous le nom de "la pratique juridique et religieuse".